Le 05-06-2017

Télécharger ou imprimer au format PDF

Par le Parti de la démondialisation

Le 5 juin 217

Marine Le Pen et les principaux dirigeants du Front national ont annoncé qu'ils retiraient de leur programme leur revendication emblématique de la sortie de l'euro et de l'Union européenne. D'ailleurs Marine Le Pen n'avait pas parlé de l'euro dans sa profession de foi pour l'élection présidentielle ni dans son programme en 144 propositions qui ne comprenait même pas le mot « euro » !

Une question se pose : pourquoi personne ne parle de ce séisme politique ? Aucun commentaire, aucun débat, aucune émission de radio ou de télévision ne permet de comprendre les raisons et les conséquences de cette révolution stratégique du FN. Les journalistes, les universitaires, les responsables des partis politiques sont aux abonnés absents.

Les raisons sont pourtant simples à comprendre et ont été confirmées par Marine Le Pen elle-même lorsque je l'ai croisé sur un marché dans le Pas-de-Calais lors de la campagne des élections législatives. Globalement, depuis plusieurs années, la proportion des Français souhaitant sortir de l'euro ou de l'Union européenne oscille entre 25% et 38% de la population. Ce sont les séniors qui manifestent le moins d'intérêt pour cette perspective et qui soutiennent le moins le FN. Pour débloquer en particulier le vote des séniors en sa faveur, le FN a donc décidé de ne plus parler de la sortie de l'euro et de l'Union européenne.

D'ailleurs il n'y avait pas besoin d'être un expert particulièrement futé pour comprendre que la position du FN sur l'euro et l'Union européenne n'était qu'une farce. C'est ce que j'avais expliqué dès 2011 dans mon ouvrage Sortons de l'euro ! publié en 2011.

D'une part, le FN parlait d'une « sortie groupée ». C'était une preuve évidente que le FN ne voulait pas sortir du système eurolibéral car aucun pays ne veut pour l'instant sortir de l'euro. La sortie de l'euro et de l'Union européenne ne peut être qu'unilatérale (chaque pays individuellement quand les conditions sont réunies chez lui).

D'autre part, le référendum sur la sortie de l'UE (et donc de l'euro) proposé par Marine Le Pen en cas de victoire à a présidentielle. Cette proposition était particulièrement grossière, car un candidat élu à l'élection présidentielle est parfaitement légitime pour appliquer son programme, il n'y a pas besoin de faire voter les Français une deuxième fois. Sauf si l'on veut perdre le référendum puisque les Français sont pour l'instant majoritairement contre…

Là encore, ni la grande presse, ni les milieux universitaires, ni les grand partis politiques n'ont mis l'accent

sur ce double langage du Front national. On comprend pourquoi. Le Front national a été utilisé pour verrouiller le système politique français. Il sert à faire élire n'importe quel candidat, de gauche ou de droite, pourvu qu'il soit néolibéral, au prétexte de « faire barrage au FN ». C'est une véritable poule aux œufs d'or qu'il fallait absolument maintenir en l'état et faire apparaître comme le diable. Un diable qui, pourtant, ne voulait en réalité ni sortir de l'euro ni de l'Union européenne alors que les grands médias et grands partis disaient le contraire…

Les triples conséquences de ce séisme politique

Première conséquence : en refusant désormais de sortir de l'euro et de l'Union européenne, le Front national renonce à la souveraineté de la France et se prive des moyens de résoudre les problèmes de notre pays.

L'Union européenne prive les pays membres de leur souveraineté dans cinq domaines appelés les « compétences exclusives » (article 3 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne)

1.- L'union douanière

La France a perdu la maîtrise de ses frontières. Le programme du FN ne peut donc plus s'appliquer dans au moins trois domaines :

- Le FN ne peut plus « protéger » l'agriculture française des importations qui détruisent la production nationale.
- Le FN ne peut plus « protéger » les ouvriers et l'industrie française des délocalisations des importations industrielles à bas prix grâce au dumping social, fiscal, environnemental.
- Le FN ne peut plus « protéger » la France de « l'invasion migratoire » (imaginaire).
- Sur toutes ces questions le FN s'est rendu impuissant en refusant désormais de sortir de l'euro et de l'UE.

2.- Les règles de concurrence sur le marché intérieur

Le FN, contrairement à ce qu'il promet, ne pourra pas aider certaines activités économiques en France puisque c'est interdit par les traités européens dont il ne veut plus sortir.

3.- la politique commerciale commune

Dans le cadre des traités européens il est interdit de prendre des mesures protectionnistes que préconise le FN. Il est impossible de s'opposer à des traités internationaux comme le CETA et le TAFTA.

4.- La pêche

La France possède un immense domaine maritime. La priver de la maîtrise de ce domaine est catastrophique pour cette industrie.

5.- La politique monétaire

Pourquoi est-il absolument nécessaire de sortir de l'euro ? Pour trois raisons principales :
Par construction, la zone euro est condamnée, elle ne peut que conduire à l'échec en fonction de sa nature même. Pour fonctionner correctement, une zone dans laquelle des pays ont abandonné leur monnaie nationale pour adopter une monnaie unique entre eux, doit répondre à certains critères. Il faut que les pays concernés soient assez proches en matière de développement économique, que le travail, la capital et la main-

d'œuvre circulent « librement », qu'il existe un budget central suffisamment élevé pour compenser les différences économiques entre les pays…

Elle interdit l'équilibre du commerce international puisqu'il est interdit (et impossible) de dévaluer.

Elle oblige à la déflation salariale, c'est-à-dire la pression sur les salaires et l'emploi, la protection sociale, les services et les budgets publics puisque c'est la seule voie qui reste pour maintenir la « compétitivité ». L'impossibilité de la dévaluation externe provoque la dévaluation interne qui s'appelle la déflation.
En refusant désormais de sortir de l'euro et de l'Union européenne, le Front national se prive de la possibilité de résoudre la question des salaires, de l'emploi, des retraites et de la protection sociale, des services et budgets publics.

Deuxième conséquence de l'abandon de la sortie de l'euro et de l'Union européenne par le FN : le FN a été absorbé par le système

Ce parti se banalise, il veut devenir « normal », il a été digéré par le système qu'il dénonce.

Troisième conséquence : le Parti de la démondialisation est désormais le seul parti politique à proposer une sortie efficace de l'euro et de l'Union européenne

Un mouvement électoral est en train de se produire : des électeurs du FN annoncent qu'ils voteront pour le candidat du Pardem. C'est ce que l'on observe sur les marchés et au porte à porte là où le Pardem présente des candidats aux élections législatives. Ces électeurs font part de leur grande déception, voire de leur désarroi de l'abandon de la sortie de l'euro et de l'UE par le FN.

Le FN a pour but non seulement de verrouiller le débat public en rendant taboue les questions sur l'euro et l'UE, mais aussi de canaliser la colère des classes dominées. Celles-ci votent très majoritairement pour ce parti non pas par racisme ou xénophobie, même si c'est le cas d'une partie de l'électorat du FN, et encore moins pour un quelconque goût pour le fascisme. C'est bien parce qu'ils voyaient en ce parti un exutoire à cette colère qui les anime face à une classe dominante qui les méprise, que des électeurs ont choisi le FN. En bref, le FN a été un leurre bien commode à cet égard pour l'oligarchie.

Mais maintenant les masques sont tombés. Désormais le FN montre bien ce qu'il est réellement : un parti de droite, bien ancré dans le system oligarchique néolibéral, et qui ne défendra jamais les intérêts des classes dominées - s'il les a toutefois défendus un jour.

Le Parti de la démondialisation est donc bien le seul parti à défendre les intérêts des classes dominées en proposant la sortie unilatérale et immédiate de l'euro et de l'UE. Pour certains déçus du FN, il représente effectivement la seule alternative.

Adhérez au Parti de la démondialisation !

Pour imprimer le bulletin d'adhésion, cliquez ci-dessous :
http://www.pardem.org/adherer

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire